



CERTIFICAT QUALIBAT « RGE »

NUMÉRO

E-E99337

VALABLE JUSQU'AU 25/05/2026

ÉDITÉ LE

03/04/2026

SITUATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

Date de création : 21/09/2005

Forme juridique : SARL

Capital : DEPUIS LE 06/09/2022
182 450

Raison sociale : VIVRE ECO

10 LIEU-DIT LA CHOLAZIERE
41360 EPUISAY

Registre du commerce ou répertoire des métiers :
RC BLOIS CEDEX 2005B01747

Téléphone : 02 54 72 06 21

Fax :

Portable : 06 28 35 81 21

Siret : 484 214 549 00012

Code NACE : 4391A

Numéro caisse de congés payés : 6111269

Site Internet : <http://www.vivreeco.com>

E-mail : vivreeco@vivreeco.com

Assurance Responsabilité Travaux :

SMABTP 1244000/001668679

Responsabilité légale :

BRETON SAMUEL GÉRANT

Assurance Responsabilité Civile :

SMABTP 1244000/001668679

Situation fiscale et sociale : A jour au 28/02/2026

Effectif moyen : 13

Tranche de classification : EFF2B

QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Code	Qualification(s) en cours de validité	* Date d'attribution
7122	Isolation thermique par l'intérieur Mention RGE	15/03/2022
8621	Efficacité énergétique - "Les pros de la performance énergétique®"	06/04/2023

Catégories de travaux RGE couvertes

Catégories	Date d'attribution
<input type="checkbox"/> Fenêtres, volets, portes donnant sur l'extérieur	01/01/2021
<input type="checkbox"/> Fenêtres de toit	01/01/2021
<input type="checkbox"/> Isolation par l'intérieur des murs ou rampants de toitures ou plafonds	01/01/2021
<input type="checkbox"/> Isolation des murs par l'extérieur	01/01/2021
<input type="checkbox"/> Isolation des toitures terrasses ou des toitures par l'extérieur	01/01/2021
<input type="checkbox"/> Isolation des combles perdus	01/01/2021
<input type="checkbox"/> Isolation des planchers bas sur local non chauffé	01/01/2021

* ou du plus récent renouvellement

LE PRÉSIDENT
DE QUALIBAT

Gérard SÉNIOR

SIGNATURE
DU TITULAIRE



La (ou les) qualification(s) « RGE » atteste(nt) de la conformité aux exigences applicables à la « Reconnaissance Garant de l'Environnement », suivant le « référentiel pour l'attribution et le suivi d'une qualification professionnelle d'entreprise et la délivrance du certificat », ainsi que les éventuelles exigences complémentaires et/ou particulières associées aux qualifications ci-dessus, en vigueur à la date de la demande.